

CAMERA DEI DEPUTATI Doc. **XII-bis** N. 83

RACCOMANDAZIONE DELL'ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE

Commissione permanente
(Parigi, 16 marzo 1999)

Raccomandazione n. 643 ¹
Il Vertice della NATO e sue implicazioni per l'Europa ²

Annunziata il 23 dicembre 1999

L'ASSEMBLÉE,

(i) Souhaitant que le Sommet de Washington soit un succès grâce à l'adoption d'un nouveau concept stratégique répondant aux exigences d'une situation en évolution et permettant d'améliorer et d'élargir l'Alliance atlantique en tant qu'élément essentiel de la sécurité européenne;

(ii) Soulignant les conséquences fondamentales des décisions de ce Sommet dans

le domaine du nouveau concept stratégique pour le rôle que pourra jouer l'Union européenne sur la scène internationale;

(iii) Considérant, comme le ministre des affaires étrangères britannique, « que l'OTAN doit conserver la souplesse nécessaire pour répondre aux véritables problèmes qui représentent à nos yeux de réels dangers pour notre sécurité, mais que cet engagement saurait être pour autant sans limite »;

(iv) Soulignant la différence fondamentale de nature entre la défense collective, fondée sur la solidarité et l'automatisme, et

¹ Adoptée par la Commission permanente le 16 mars 1999.

² Exposé des motifs: voir rapport présenté par M. Cox au nom de la Commission de défences (Document 1637).

la participation à la gestion des crises, basée sur la volonté de chaque nation au cas par cas;

(v) Constatant que l'OTAN ne peut, par principe, s'intéresser qu'aux crises émergeant à sa périphérie, mais qu'il peut être souhaitable qu'Européens et Américains se consultent dans certains cas sur des questions de sécurité hors zone;

(vi) Constatant que certains alliés considèrent que l'OTAN peut « s'automander » pour des missions nécessitant l'emploi de la force, alors que d'autres alliés estiment que toute mission militaire hors zone doit par principe se référer à un mandat de l'ONU ou de l'OSCE sauf pour des cas exceptionnels, tels que le risque de catastrophe humanitaire ou de graves violations des droits de l'homme;

(vii) Constatant la détermination des Etats-Unis à ne pas modifier la stratégie nucléaire de l'Alliance, ce qui ne pourrait à leurs yeux que l'affaiblir, et rappelant que le « parapluie » nucléaire est une condition *sine qua non* de la présence de troupes américaines en Europe;

(viii) Rappelant les propositions contenues dans le Document 1420 de l'Assemblée sur le rôle et l'avenir des armes nucléaires (rapporteur: M. De Decker, juin 1994);

(ix) Saulant les progrès impressionnants de la coopération entre l'OTAN et l'UEO pour le développement de l'IESD au sein de l'Alliance, depuis le Sommet tenu par l'OTAN à Berlin en 1996 et la Déclaration de Madrid sur la sécurité et la coopération euro-atlantiques de juillet 1997;

(x) Constatant néanmoins que, bien que l'IESD, telle qu'elle se développe actuellement au sein de l'OTAN, soit très utile, elle ne donne pas à l'Europe « une capacité autonome d'action » (Déclaration franco-britannique de Saint-Malo) en toutes circonstances;

(xi) Constatant que l'IESD, au sein de l'OTAN, permet aux alliés américains de laisser agir les Européens sur le terrain, tout en gardant le contrôle politique de la gestion de la crise par le biais du Conseil de l'Atlantique nord;

(xii) Soulignant l'existence de difficultés réelles dans la définition de la chaîne de commandement européen au sein de l'OTAN;

(xiii) Notant que les négociations de « l'accord-cadre » entre l'OTAN et l'UEO sur l'utilisation des moyens et capacités de l'Alliance à l'UEO ne sont pas encore terminées et que tous les partenaires se sont résolus à mettre au point cet accord avant le Sommet de Washington;

(xiv) N'ignorant pas que les Etats-Unis, qui envisagent d'augmenter leur budget de défense de 10% cette année, considèrent qu'une IESD plus forte serait un moyen de dissiper leurs inquiétudes face à l'insuffisance des charges assumées par leurs alliés européens;

(xv) Constatant le soutien américain à la Déclaration franco-britannique de Saint-Malo, à condition de ne pas perdre l'acquis de Berlin et d'appliquer le concept des trois « D »: pas de découplage, de duplication ni de discrimination;

(xvi) Considérant que la volonté de contrôle par le Conseil de l'Atlantique nord de l'emploi des moyens de l'OTAN prêtés à l'UEO, par le biais de l'approbation de planifications faites par des états-majors de l'OTAN, diminue fortement l'autonomie d'une opération sous « contrôle politique et direction stratégique de l'UEO » (Déclaration de Berlin, juin 1996);

(xvii) Constatant la volonté américaine de développer une vision et une capacité opérationnelle communes fondées sur les concepts de la RMA (*Revolution in military affairs*/révolution des affaires militaires) et considérant que cet objectif est pratique-

ment impossible à atteindre pour un grand nombre de pays européens;

(xviii) Constatant que les Européens poursuivent de façon réaliste leurs efforts pour adapter leurs capacités militaires aux missions de maintien de la paix, avec des forces projetables et interopérables, grâce aux procédures de l'OTAN;

(xix) Soulignant que la priorité, pour les industries de défense européennes, est de procéder à leur restructuration entre Européens avant de rechercher des accords transatlantiques;

(xx) Considérant l'accroissement du risque sur les territoires européens dû aux armes de destruction massive de certains Etats à la périphérie européenne et la volonté américaine de développer la contreprolifération dans le cadre de l'OTAN;

(xxi) Constatant que l'Union de l'Europe occidentale a établi de bonnes relations avec ses 28 pays membres et pays associés, dont certains ne sont membres ni de l'Union européenne, ni de l'OTAN, qu'il convient de maintenir ces relations, en particulier celles avec les pays d'Europe centrale, et que ces pays ne doivent pas être exclus de toute participation aux discussions tant dans le cadre de l'OTAN que dans celui de la PESC;

(xxii) Constatant le rôle très utile joué par la Turquie et soucieuse, puisque ce pays n'est pas membre de l'Union européenne, de voir assuré son rôle futur la défense et les affaires de sécurité de l'Europe;

(xxiii) Se réjouissant du récent élargissement de l'Alliance atlantique à la Hongrie, la Pologne et la République tchèque;

(xxiv) Rappelant les liens existant entre toute décision de l'Alliance atlantique concernant la politique future de « la porte ouverte » et l'intérêt fondamental pour les Européens d'inclure tous les pays de l'Europe centrale qui sont associés partenaires

de l'UEO dans l'espace de sécurité dont bénéficient actuellement les pays de l'Europe occidentale;

(xxv) Constatant le désir de certains pays européens et appuyant les grands efforts qu'ils font pour parvenir au niveau requis pour une future intégration dans l'Alliance;

(xxvi) Se félicitant, dans l'attente d'un élargissement ultérieur de l'Alliance, du rôle essentiel joué par l'UEO pour associer les pays observateurs et associés partenaires aux décisions dans le domaine de la défense européenne;

(xxvii) Constatant l'importance, pour la stabilité européenne, des relations dans le domaine de la politique de sécurité et de défense entre l'OTAN et la Russie d'une part, l'OTAN et l'Ukraine d'autre part;

(xxviii) Se félicitant du bon fonctionnement, tant que forum d'échange d'informations, du Conseil conjoint permanent OTAN-Russie (CCP) et se réjouissant du développement des relations avec l'Ukraine dans le cadre de la Charte OTAN/Ukraine de 1997;

(xxix) Reconnaissant le rôle de l'Assemblée de l'Atlantique nord, qui assure le suivi parlementaire des décisions de l'OTAN et la liaison entre les parlements nationaux;

RECOMMANDE AU CONSEIL

1. De contribuer à l'élaboration, en vue du prochain Sommet de l'Alliance atlantique, d'une position européenne fondée sur les principes suivants:

a) soutenir un nouveau concept stratégique visant à maintenir et à renforcer le lien transatlantique essentiel à la sécurité et à la stabilité de l'Europe en participant pleinement au développement de la nouvelle OTAN;

b) faire en sorte que la nouvelle OTAN et l'IESD, tant à l'intérieur qu'à

l'extérieur de l'OTAN, conduisent à de plus grandes responsabilités, mais aussi à une contribution plus importante des Européens dans le domaine de leur sécurité, en équilibrant la situation actuelle vis-à-vis des Etats-Unis, notamment en contribuant plus largement au budget;

c) ne pas modifier la fonction « essentielle » de l'Alliance, qui doit rester exclusivement la défense collective de ses membres, et n'adjoindre la participation à la gestion des crises que comme fonction complémentaire;

d) s'opposer à une extension illimitée des missions de l'OTAN, dont les fonctions doivent rester celles d'une coalition militaire et ne pas se superposer à celles d'autres organisations internationales;

e) éviter l'extension de la « zone OTAN », mais prévoir la tenue au cas par cas de consultations transatlantiques sur toutes questions « hors zone » considérées d'intérêt commun et sans obligation de suite;

f) amplifier le dialogue au sein de l'Alliance dans le domaine de la menace due aux armes de destruction massive;

g) procéder à une évaluation complète des risques et menaces futurs dans le domaine des armes de destruction massive, puis en évaluer les conséquences sur la doctrine de dissuasion nucléaire;

h) faire valoir que, par principe, l'emploi de la force dans le cadre d'opérations militaires hors zone, OTAN ou autres, doit être fondé sur un mandat clair des Nations unies ou de l'OSCE, sauf dans le cas exceptionnel de catastrophe humanitaire ou de violation grave des droits de l'homme;

i) approfondir la coopération entre l'OTAN et l'UEO pour favoriser le développement de l'IESD au sein de l'OTAN, notamment par la signature avant le Sommet de Washington de l'accord-cadre sur l'emploi par l'UEO des moyens et capacités de l'Alliance;

j) faire comprendre aux alliés « non-UEO » que le développement de l'IESD au sein de l'OTAN n'est pas suffisant pour donner « une capacité autonome d'action »

à l'Union européenne, comme requise par la Déclaration franco-britannique de Saint-Malo;

k) faire admettre par l'ensemble des alliés une déclaration dans le domaine de l'IESD qui compléterait la Déclaration de Berlin (1996), pour faire accepter que l'Europe (Union européenne ou UEO) puisse, en cas de crise, décider en dehors de l'OTAN des mesures à prendre, même d'ordre militaire;

l) pour assurer l'autonomie d'une chaîne de commandement européen au sein de l'OTAN, demander la mise en place d'un officier général responsable en temps normal du fonctionnement du pilier européen de l'Alliance et la désignation d'un état-major dédié;

m) prendre les mesures pour mettre au point, en cas d'opération par l'UEO, une chaîne de commandement au sein du pilier européen de l'OTAN, en évitant de désigner l'adjoint au SACEUR comme commandant de l'opération;

n) soutenir l'idée d'ouverture de l'Alliance fondée sur l'analyse des intérêts stratégiques et généraux de l'Alliance à long terme et le renforcement de la stabilité européenne en général;

o) aider les pays candidats à l'intégration dans l'Alliance en mettant en place avec eux d'importants programmes de coopération dans le cadre du Partenariat pour la paix;

p) continuer à développer les relations avec la Russie et l'Ukraine pour associer ces grands pays aux décisions conditionnant la stabilité de l'espace de sécurité européen;

q) s'assurer que les futures dispositions de sécurité et de défense en Europe n'affaibliront pas le contrôle parlementaire ni les liaisons entre les parlements nationaux.

2. En vue d'assurer une parfaite transatlantique, d'officialiser les contacts réguliers du Conseil de l'UEO aujourd'hui, ou de son correspondant dans le futur, et des représentants des Etats-Unis et du Canada à Bruxelles.

N. B. Traduzione non ufficiale**Raccomandazione n. 643
Il Vertice della NATO e sue implicazioni per l'Europa ¹**

L'ASSEMBLEA,

(i) Auspicando che il Vertice di Washington sia un successo grazie all'adozione di un nuovo concetto strategico che risponda alle esigenze di una situazione in evoluzione e che consenta di migliorare ed allargare l'Alleanza Atlantica quale elemento essenziale della sicurezza europea;

(ii) Sottolineando le conseguenze fondamentali delle decisioni di tale Vertice nell'ambito del nuovo concetto strategico per il ruolo che potrà svolgere l'Unione europea sulla scena internazionale;

(iii) Ritenendo, come il Ministro degli Esteri britannico, « che la NATO debba conservare l'elasticità necessaria per rispondere ai veri problemi che rappresentano a nostro giudizio reali pericoli per la nostra sicurezza, ma che questo impegno non possa essere tuttavia senza limiti »;

(iv) Sottolineando la differenza fondamentale di natura fra la difesa collettiva, fondata sulla solidarietà e l'automaticità, e la partecipazione alla gestione delle crisi, basata sulla volontà di ogni singola nazione caso per caso;

(v) Constatando che la NATO può, per principio, interessarsi solo alle crisi che

emergono alla sua periferia, ma che può essere auspicabile che Europei ed Americani si consultino in taluni casi su questioni di sicurezza fuori zona;

(vi) Constatando che taluni alleati ritengono che la NATO possa « autoconferirsi mandato » per missioni che richiedano l'impiego della forza, mentre altri alleati ritengono che ogni missione militare fuori zona debba per principio riferirsi ad un mandato dell'ONU o dell'OSCE salvo casi eccezionali, come il rischio di catastrofe umanitaria o gravi violazioni dei diritti dell'uomo;

(vii) Constatando la determinazione degli Stati Uniti nel non modificare la strategia nucleare dell'Alleanza, cosa che secondo loro potrebbe solo indebolirla, e ricordando che l'« ombrello » nucleare è una *conditio sine qua non* della presenza di truppe americane in Europa;

(viii) Ricordando le proposte contenute nel Documento 1420 dell'Assemblea sul ruolo ed il futuro delle armi e delle armi nucleari (relatore: De Decker, giugno 1994);

(ix) Accogliendo con favore i grandissimi progressi della cooperazione fra la

(1) Motivazioni: v. relazione presentata dall'On. Cox a nome della Commissione politica (documento 1637).

NATO e l'UEO per lo sviluppo dell'IESD in seno all'Alleanza, dal Vertice tenuto dalla NATO a Berlino nel 1996 e la Dichiarazione di Madrid sulla sicurezza e la cooperazione euroatlantiche del luglio 1997;

(x) Constatando tuttavia che l'IESD, così come si sviluppa attualmente in ambito NATO, benché sia utilissimo, non dà all'Europa « una capacità autonoma di azione » (Dichiarazione franco-britannica di Saint-Malo) in ogni circostanza;

(xi) Constatando che l'IESD, in ambito NATO, consente agli alleati americani di lasciare agire gli Europei sul campo, conservando al tempo stesso il controllo politico della gestione della crisi tramite il Consiglio dell'Atlantico del Nord;

(xii) Sottolineando l'esistenza di difficoltà reali nella definizione della catena di comando europeo in ambito NATO;

(xiii) Notando che le trattative dell'« accordo quadro » fra la NATO e l'UEO sull'utilizzo dei mezzi e capacità dell'Alleanza presso l'UEO non sono ancora terminate e che tutti i *partners* sono determinati a mettere a punto quest'accordo prima del Vertice di Washington;

(xiv) Non ignorando che gli Stati Uniti, che prendono in considerazione la possibilità di aumentare il proprio bilancio della difesa del 10% quest'anno, ritengono che una IESD più forte sarebbe un mezzo per rispondere alle loro preoccupazioni a fronte dell'insufficienza degli oneri assunti dagli alleati europei;

(xv) Constatando il sostegno americano alla Dichiarazione franco-britannica di Saint-Malo, a condizione di non perdere l'*acquis* di Berlino e di applicare il concetto delle tre « D »: nessuna soppressione di legami strategici, nessuna duplicazione o discriminazione;

(xvi) Ritenendo che la volontà di controllo da parte del Consiglio dell'Atlantico del Nord dell'impiego dei mezzi della

NATO prestati all'UEO, tramite approvazione di pianificazioni fatte da Stati Maggiori NATO diminuisca fortemente l'autonomia di un'operazione sotto « controllo politico e direzione strategica dell'UEO » (Dichiarazione di Berlino, giugno 1996);

(xvii) Constatando la volontà americana di sviluppare una visione e una capacità operativa comuni fondate sui concetti della RMA (*Revolution in military affairs*/rivoluzione degli affari militari) e ritenendo che tale obiettivo sia praticamente impossibile da raggiungere per un gran numero di paesi europei;

(xviii) Constatando che gli Europei portano avanti in modo realistico il proprio impegno per adeguare le loro capacità militari alle missioni di mantenimento della pace, con forze proiettabili e interoperabili, grazie alle procedure della NATO;

(xix) Sottolineando che la priorità, per le industrie di difesa europee, è quella di procedere alla propria ristrutturazione fra Europei prima di cercare accordi transatlantici;

(xx) Considerando l'aumento sui territori europei dovuto alle armi di distruzione di massa di taluni Stati alla periferia europea e la volontà americana di sviluppare la controproliferazione nell'ambito della NATO;

(xxi) Constatando che l'Unione dell'Europa Occidentale ha stabilito buone relazioni con i suoi 28 paesi membri e paesi associati, alcuni dei quali non sono membri né dell'Unione europea, né della NATO, che è opportuno mantenere queste relazioni, in particolare quelle con i paesi dell'Europa centrale, e che questi paesi non devono essere esclusi da ogni partecipazione alle discussioni sia nell'ambito della NATO che in quello della PESG;

(xxii) Constatando il ruolo molto utile svolto dalla Turchia e attenta, non essendo

questo paese membro dell'Unione europea, a vedere assicurato il suo futuro ruolo nella difesa e nelle questioni di sicurezza dell'Europa;

(xxiii) Rallegrandosi per il recente allargamento dell'Alleanza atlantica all'Ungheria, alla Polonia e alla Repubblica ceca;

(xxiv) Ricordando i legami che esistono fra ogni decisione dell'Alleanza atlantica relativa alla futura politica della « porta aperta » e l'interesse fondamentale per gli Europei di includere tutti i paesi dell'Europa centrale che sono associati *partners* dell'UEO nello spazio di sicurezza di cui fruiscono attualmente i paesi dell'Europa occidentale;

(xxv) Constatando il desiderio di taluni paesi europei ed appoggiando i grandi sforzi che essi fanno per giungere al livello richiesto per una futura integrazione nell'Alleanza;

(xxvi) Felicitandosi, in attesa di un successivo allargamento dell'Alleanza, del ruolo essenziale svolto dall'UEO per associare i paesi osservatori ed associati *partners* alle decisioni nel settore della difesa europea;

(xxvii) Constatando l'importanza, per la stabilità europea, delle relazioni nel settore della politica di sicurezza e di difesa da una parte fra la NATO e la Russia e, dall'altra, fra la NATO e l'Ucraina;

(xxviii) Felicitandosi del buon funzionamento, quale *forum* di scambio di informazioni, del Consiglio congiunto permanente NATO-Russia (CCP) e rallegrandosi per lo sviluppo delle relazioni con l'Ucraina nell'ambito della Carta NATO/Ucraina del 1997;

(xxix) Riconoscendo il ruolo dell'Assemblea dell'Atlantico del Nord, che assicura i seguiti parlamentari delle decisioni della NATO ed il collegamento fra i parlamenti nazionali;

RACCOMANDA AL CONSIGLIO DI:

1. Contribuire all'elaborazione, in vista del prossimo Vertice dell'Alleanza atlantica, di una posizione europea fondata sui seguenti principi:

a) sostenere un nuovo concetto strategico volto a mantenere e a rafforzare il vincolo transatlantico essenziale alla sicurezza e alla stabilità dell'Europa partecipando pienamente allo sviluppo della nuova NATO;

b) fare in modo che la nuova NATO e l'IESD, sia all'interno che all'esterno della NATO, portino a maggiori responsabilità, ma anche ad un più importante contributo degli Europei nel settore della propria sicurezza, equilibrando l'attuale situazione nei confronti degli Stati Uniti, in particolare mediante un più consistente contributo al bilancio;

c) non modificare la funzione « essenziale » della Alleanza, che deve restare esclusivamente la difesa collettiva dei suoi membri, ed aggiungere la partecipazione alla gestione della crisi solo come funzione complementare;

d) opporsi ad un'estensione illimitata delle missioni NATO, le cui missioni devono restare quelle di una coalizione militare e non sovrapporsi a quelle di altre organizzazioni internazionali;

e) evitare l'estensione della « zona NATO », ma prevedere che si tengano caso per caso consultazioni transatlantiche su ogni questione « fuori zona » considerata d'interesse comune e senza obbligo di seguiti;

f) ampliare il dialogo in seno all'Alleanza nel campo della minaccia dovuta alle armi di distruzione di massa;

g) procedere a una valutazione completa dei rischi e minacce future nel settore delle armi di distruzione di massa, poi valutarne le conseguenze sulla dottrina di deterrenza nucleare;

h) far valere che, per principio, l'impiego della forza nell'ambito di operazioni

militari fuori zona, NATO o altre, deve essere fondato su un mandato chiaro delle Nazioni Unite o dell'OSCE, salvo nel caso eccezionale di catastrofe umanitaria o di grave violazione dei diritti dell'uomo;

i) approfondire la cooperazione fra la NATO e l'UEO per favorire lo sviluppo dell'IESD nell'ambito della NATO, in particolare mediante la firma prima del Vertice di Washington dell'accordo quadro sull'impiego da parte dell'UEO dei mezzi e capacità dell'Alleanza;

j) fare capire agli alleati « non UEO » che lo sviluppo dell'IESD nell'ambito della NATO non è sufficiente a dare « una capacità autonoma d'azione » all'Unione europea, così com'è richiesta dalla Dichiarazione franco-britannica di Saint-Malo;

k) fare ammettere dall'insieme degli alleati una dichiarazione nel settore dell'IESD che integri la Dichiarazione di Berlino (1996), per fare accettare che l'Europa (Unione europea o UEO) possa, in caso di crisi, decidere al di fuori della NATO misure da prendere, anche di ordine militare;

l) per assicurare l'autonomia di una catena di comando europeo in seno alla NATO, chiedere l'istituzione di un ufficiale generale responsabile in tempo normale

del funzionamento del pilastro europeo della NATO, evitando di designare il Vice di SACEUR come comandante dell'operazione;

m) sostenere l'idea di un'ampia apertura dell'Alleanza fondata sull'analisi degli interessi strategici e generali dell'Alleanza a lungo termine ed il rafforzamento della stabilità europea in generale;

n) aiutare i paesi candidati all'integrazione nell'Alleanza creando con essi importanti programmi di cooperazione nel quadro del Partenariato per la pace;

o) continuare a sviluppare le relazioni con la Russia e l'Ucraina per associare questi grandi paesi alle decisioni che condizionano la stabilità dello spazio di sicurezza europeo;

p) assicurarsi che le future disposizioni di sicurezza e di difesa in Europa non indeboliscano il controllo parlamentare o i collegamenti fra i parlamenti nazionali;

2. Al fine di assicurare una perfetta trasparenza transatlantica, ufficializzare i contatti regolari del Consiglio dell'UEO d'oggi, o del suo corrispondente in futuro, e dei rappresentanti degli Stati Uniti e del Canada a Bruxelles.